

« Sidération » à CentraleSupélec après une enquête montrant l'ampleur des violences sexistes et sexuelles

La direction de l'école a transmis à la procureure de la République d'Evry les résultats d'une étude menée auprès des étudiants qui déclarent une centaine d'agressions sexuelles et de viols entre élèves lors de l'année 2020-2021.

Ce fleuron des grandes écoles d'ingénieurs avait traversé sans encombre la tempête #metoo et #balancetonporc. Pas un témoignage à charge sur Twitter, pas un cas d'agression signalé à la direction, loin, donc, de la déferlante qu'ont essuyée notamment les instituts d'études politiques (IEP) au printemps 2021.

C'est pourtant à la procureure de la République d'Evry que Romain Soubeyran, directeur de CentraleSupélec, a remis mercredi 6 octobre les résultats d'une enquête interne sur les violences sexistes et sexuelles. Destinée à établir un état des lieux dans le cadre du plan d'action conduit par l'établissement en faveur de l'égalité femme-homme, l'étude fait état d'un nombre impressionnant de déclarations d'agressions sexuelles et de viols lors de l'année universitaire 2020-2021.

Menée en ligne en juin et juillet auprès de 2 400 élèves de première et deuxième années, dont 659 ont répondu (196 femmes, 443 hommes, 20 s'identifiant comme non-binaires), elle révèle que 51 femmes et 23 hommes déclarent avoir été victimes de harcèlement sexuel, 46 femmes et 25 hommes d'une agression sexuelle et 20 femmes et 8 hommes d'un viol. En outre, 110 femmes et 25 hommes déclarent avoir été l'objet de propos sexistes, 43 femmes et 34 hommes l'objet de contacts physiques non sexuels. Dans neuf cas sur dix, l'auteur est un étudiant et l'agression a été commise dans le cadre associatif ou au sein de la résidence universitaire de Gif-sur-Yvette (Essonne), où sont logés 2 000 étudiants.

« Nous sommes sidérés, commente Romain Soubeyran, en poste depuis septembre 2018. Je n'ai eu aucun signalement de violences sexistes ou sexuelles au cours de l'année. Nous pensions que les choses étaient sous contrôle à travers notre cellule contre ces violences et le harcèlement et grâce à l'action des associations étudiantes engagées sur ces questions. » En première ligne, Ça pèse, une association de lutte contre le sexisme à qui la direction a confié la réalisation de l'enquête.

Sa présidente a, elle aussi, été très surprise de découvrir l'ampleur des violences déclarées. *« Beaucoup de personnes ne se rendent pas compte de ce qu'elles ont vécu ou alors peuvent penser qu'on ne va pas les croire, analyse Ibtissam Hamich, en deuxième année, qui appelle à multiplier ce type de questionnaire dans le milieu universitaire. Généralement, on se dit que si les gens ne parlent pas, c'est que tout va bien... Mais leur a-t-on au moins demandé si cela allait ? »* Chaque année, l'association mène une enquête après la « quinzaine d'intégration » et le week-end d'intégration des nouveaux venus de première année, qui réunit pas moins de 1 200 participants. Les retours sont systématiques, témoignant d'une « *drague lourde* » et de « *comportements et propos sexistes* ».

Partenariat avec France victimes

A CentraleSupélec, les filles représentent 19 % des dernières promotions, ce qui crée un contexte particulier. « *Nous ne sommes pas naïfs, en tant qu'école d'ingénieurs, nous connaissons de longue date les violences sexistes et sexuelles mais nous étions loin d'en prendre l'exacte mesure* », reprend le directeur. Outre la cellule de veille créée en 2019, l'école a recruté deux psychologues indépendantes qui sont présentes trois jours par semaine et elle a nommé deux référents égalité (un personnel du service des ressources humaines et le responsable de la vie associative) qui pilotent un comité dédié.

A leur arrivée, les élèves de première année suivent systématiquement une séance de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles. En deuxième année, l'école propose quarante heures de cours sur les inégalités de genre. « *Lors de chaque discours de rentrée, j'insiste sur la responsabilité de chacun et j'annonce que l'école ne cachera aucun fait et se portera même partie civile pour tout dépôt de plainte* », détaille Romain Soubeyran.

Pour l'heure, aucune plainte n'a été déposée. Puisque la cellule de veille semble insuffisante à recueillir la parole, CentraleSupélec vient de signer un partenariat avec l'association France victimes, qui propose une prise en charge psychologique, sociale et juridique. « *Tant que les victimes souhaiteront rester anonymes, on ne peut rien faire en termes de sanctions* », souligne le directeur, seules des mesures « conservatoires », c'est-à-dire d'éloignement de l'agresseur envers sa victime, pouvant être décidées en conseil de discipline.

Si les « *grosses soirées* » sont soumises à un dispositif rigoureux – notamment un accord de la préfecture et une surveillance par la gendarmerie –, il en va tout autrement des fêtes privées. Au sein de la résidence étudiante, gérée par un opérateur privé, « *les risques sont plus élevés que dans un immeuble familial*, observe Romain Soubeyran. *Les élèves ne sont plus dans un internat comme au temps de la prépa, ils ont toutes les libertés comme s'ils étaient dans une chambre en ville* ». En octobre 2018, Hugo, un élève de 21 ans en état d'ébriété, avait été retrouvé mort après une chute depuis sa fenêtre.

Durant le confinement, la gendarmerie est fréquemment intervenue au sein de la résidence, le port du masque et la distanciation physique n'étant que peu respectés. Une année difficile, dont l'impact psychologique sur les élèves a pu être facteur d'aggravation des violences recensées. Même si le directeur « *refuse de partir sur cette base pour ne pas tenter de chercher des excuses aux agresseurs* ».

Soazig Le Nevé